

Modèle de classification de sécurité des données numériques gouvernementales

Présentation à la communauté gouvernementale

Mars 2025



Mot de bienvenue

Agenda

- Objectifs du webinaire
- Présentation détaillée du modèle de classification
 - Réalisation d'une analyse des préjudices;
 - Utilisation du tableau des données visées par une restriction au droit d'accès.
- Guide d'accompagnement du modèle
 - Actualisation des analyses des préjudices du Programme de consolidation des centres de traitement informatique (PCCTI).
- Inventaire des données numériques gouvernementales
 - Référentiel de l'information gouvernementale.
- Soutien et accompagnement
 - Répertoire des outils et guides.
- Calendrier de déploiement du modèle
- Période de questions

Objectifs du webinaire

- **Clientèle visée**
 - Conseillers en sécurité de l'information;
 - Intervenants impliqués dans la classification de sécurité des données.
- **Objectifs de la présentation**
 - Présenter les concepts fondamentaux du modèle;
 - Décrire le modèle de classification de sécurité;
 - Découvrir les outils pour le soutien et l'accompagnement;
 - Connaître les prochaines étapes.



Présentation du modèle de classification

Avant de débiter...

Préparez votre téléphone pour répondre à nos questions!

Se joindre à
slido.com
#2493 116



Présentation du modèle de classification

Objectifs du modèle de classification

Assurer une classification uniforme à l'aide d'un modèle commun pour l'ensemble des organismes publics

Assurer l'application de mesures de protection proportionnelles à la valeur de l'information et aux risques encourus

Faciliter l'interopérabilité et la portabilité des données avec les partenaires (fédéraux et autres)

Présentation du modèle de classification

Entrée en vigueur

- Le modèle de classification de sécurité des données numériques gouvernementales est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2025 (arrêté [2024-05](#)).
- Le modèle remplace le Guide de catégorisation de l'information, pris par le Secrétariat du Conseil du trésor en juillet 2016.

Présentation du modèle de classification

Cadre légal

- 12.6. Le chef gouvernemental de la sécurité de l'information assume les responsabilités suivantes :
 - **3° établir le modèle de classification de sécurité des données numériques** gouvernementales en fonction de leur nature, de leurs caractéristiques, de leur utilisation et des règles qui les régissent, et le faire approuver par le ministre;
- 12.12. Le gestionnaire des données numériques gouvernementales assume les responsabilités suivantes :
 - **2° maintenir à jour une consolidation des inventaires** de telles données que doivent tenir les organismes publics conformément au règlement pris en vertu du paragraphe 1° de l'article 12.21 et identifier celles ayant un potentiel de mobilité ou de valorisation;
 - **5° s'assurer de l'application du modèle de classification de sécurité des données** établi par le chef gouvernemental de la sécurité de l'information [...]

Présentation du modèle de classification

Projet de classification – Deux volets à réaliser

Projet de classification des données numériques gouvernementales

Bloc 1 - Modèle de classification

Arrêté ministériel du modèle de classification de sécurité

Démarche de classification des données structurées et non structurées

Grille d'analyse des préjudices

Tableau des données visées par une restriction au droit d'accès

Bloc 2 – Application des mesures de sécurité

Référentiel gouvernemental de mesures de sécurité

Conformité

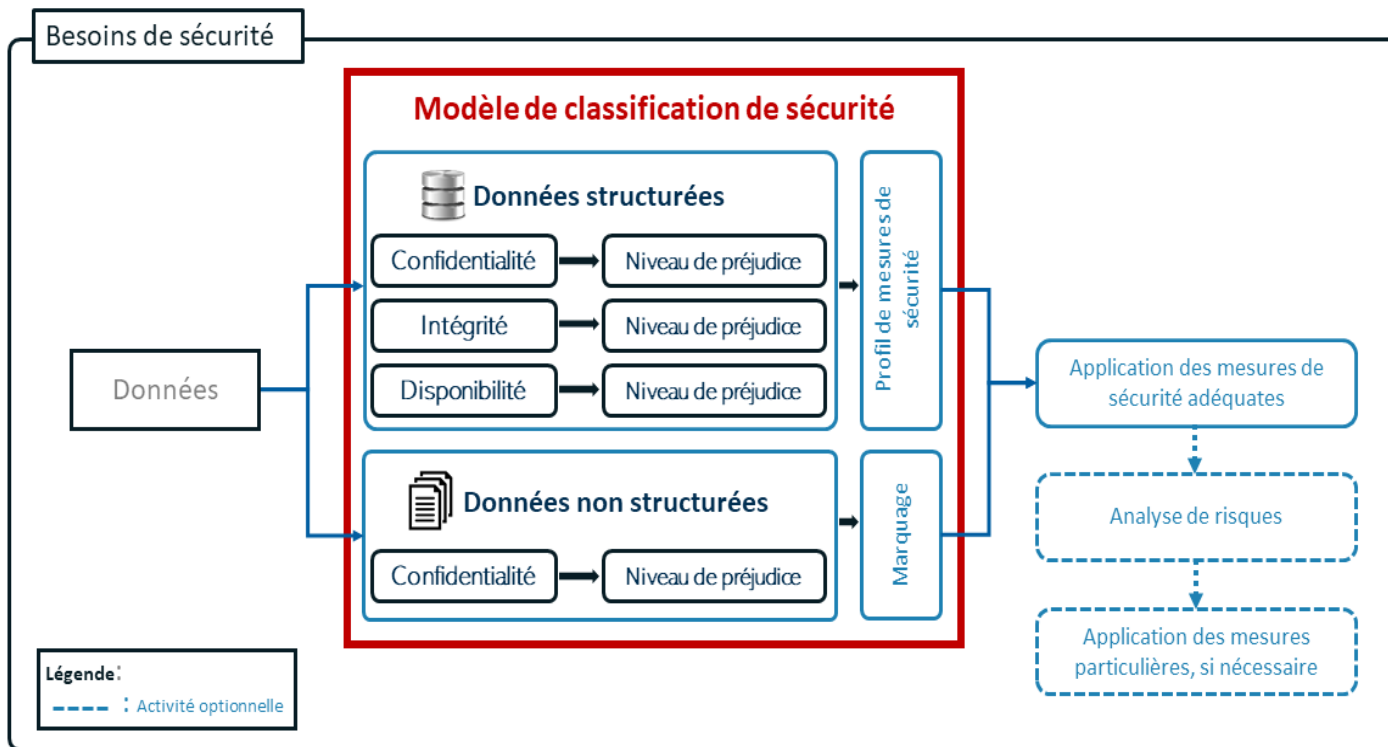
Mesures de sécurité physique

Exigences en matière de filtrage de sécurité

En gris, travaux reportés à une date ultérieure.

Présentation du modèle de classification

Démarche globale de sécurisation des données

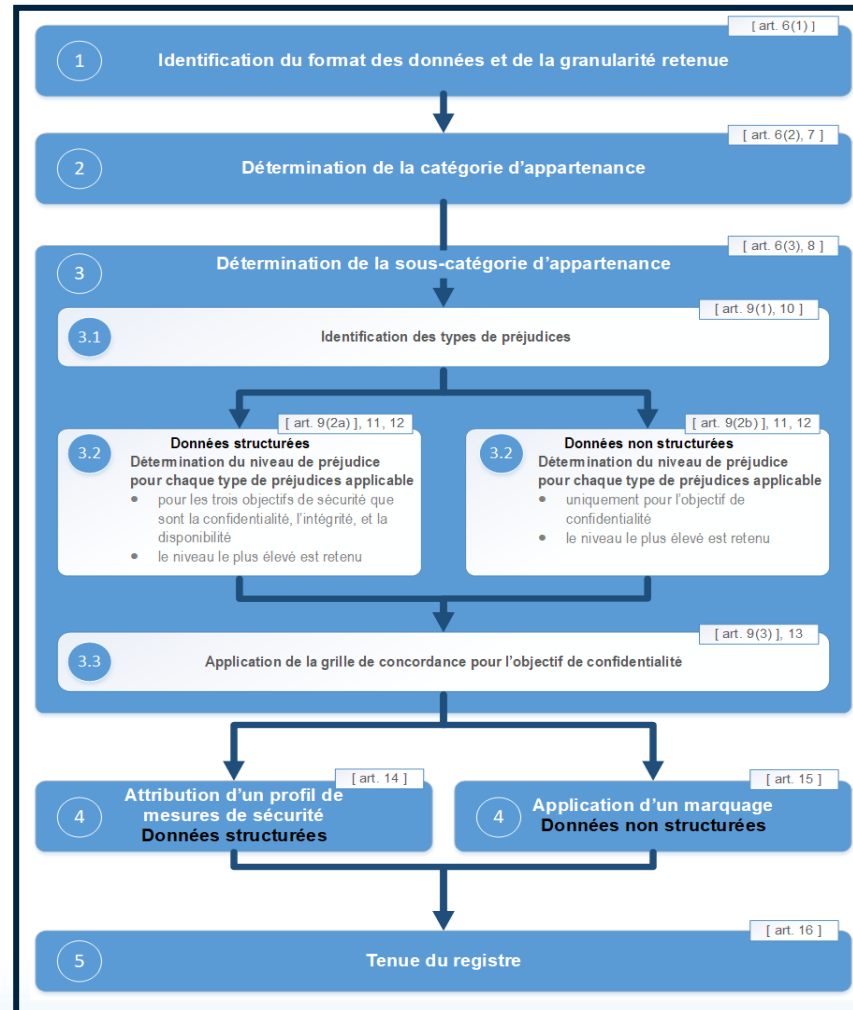


« **donnée structurée** » : une donnée stockée selon un format prédéfini de façon à permettre son interprétation par un logiciel, telle une donnée stockée dans une base de données utilisée par différents systèmes d'information.

« **donnée non structurée** » : donnée stockée sans être organisée de manière prédéfinie, ce qui rend son utilisation plus difficile pour un système d'information, telle une donnée contenue dans un document généré au moyen d'un outil bureautique ou du courriel.

Présentation du modèle de classification

Étapes pour la classification de sécurité des données



Présentation du modèle de classification

Catégories d'appartenance

- « **données classifiées** » ou « **classifié** » est une catégorie comprenant les données suivantes :
 - a) les renseignements visés par une restriction au droit d'accès en vertu de la section II du chapitre II de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1) et identifiés comme étant « classifié » à l'Annexe 3;
 - b) les données dont une compromission pourrait raisonnablement porter atteinte plus généralement à la sécurité de l'État, incluant la défense et le maintien de la stabilité sociopolitique et socioéconomique.
- « **données protégées** » ou « **protégé** » est une catégorie comprenant les données suivantes :
 - a) les renseignements visés par une restriction au droit d'accès en vertu de la section II du chapitre II de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels ou en vertu du chapitre III de cette loi et identifiés comme étant « protégé » à l'Annexe 3;
 - b) les données concernant une personne physique, une entreprise ou une autre entité et dont une compromission pourrait raisonnablement causer un préjudice.

slido

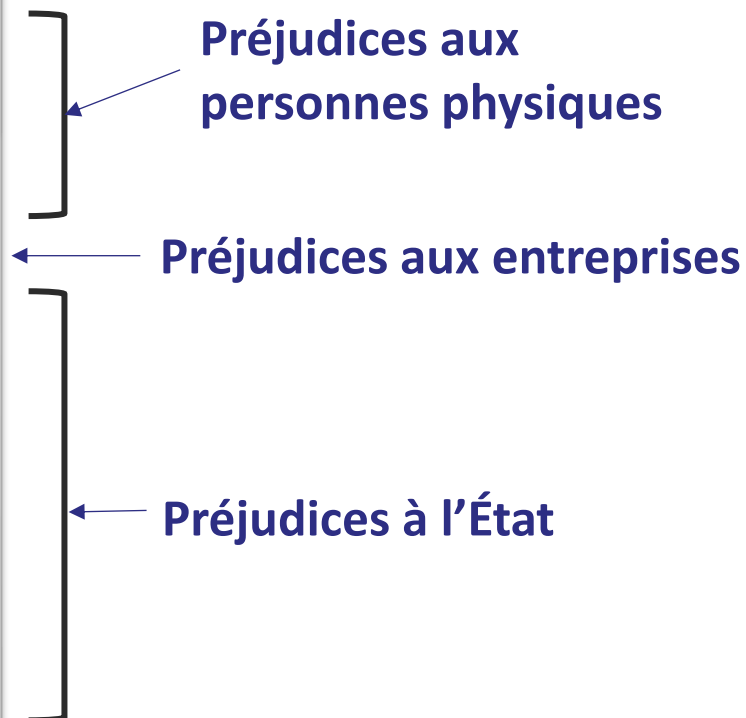


Vous avez entre les mains des dossiers de citoyens concernant des demandes d'aide financière. S'agit-il de données « protégé » ou « classifié »?

Présentation du modèle de classification

Types de préjudices

Types de préjudices	
T1	Préjudice physique causé aux personnes physiques
T2	Préjudice psychologique causé aux personnes physiques
T3	Perte financière pour des personnes physiques
T4	Perte financière pour des entreprises et autres entités
T5	Agitation ou désordre civil
T6	Perte financière pour l'État
T7	Préjudice causé à l'économie québécoise
T8	Préjudice causé aux services rendus à la population
T9	Préjudice causé à la réputation du Québec
T10	Perte de l'autonomie du Québec



Présentation du modèle de classification

Grille des niveaux de préjudices

Types de préjudices		Niveaux de préjudice				
		Très faible	Faible	Modéré	S'applique à un nombre très restreint de données	
					Élevé	Très élevé
T1	Préjudice physique causé aux personnes physiques	Aucun préjudice ou préjudice très faible	Inconfort physique	Douleurs physiques, blessures, traumatisme, difficultés, maladie	Incapacité physique, décès	Lourdes pertes de vie
T2	Préjudice psychologique causé aux personnes physiques	Aucun préjudice ou préjudice très faible	Stress	Détresse, traumatisme psychologique	Maladie ou trouble mental	Traumatisme psychologique généralisé
T3	Perte financière pour des personnes physiques	Aucun préjudice ou préjudice très faible	Stress ou inconfort	Incidence sur la qualité de vie Sécurité financière compromise pour certains	Sécurité financière compromise pour beaucoup	
T4	Perte financière pour des entreprises et autres entités	Aucun préjudice ou préjudice très faible	Incidence sur le rendement	Réduction de la compétitivité Viabilité compromise pour certains	Viabilité compromise pour beaucoup	
T5	Agitation ou désordre civil	Aucun préjudice ou préjudice très faible	Désobéissance civile, obstruction publique	Émeute	Acte de sabotage à l'égard des biens essentiels (infrastructures essentielles)	Émeute générale ou acte de sabotage nécessitant l'imposition d'une loi martiale
T6	Perte financière pour l'État	Aucun préjudice ou préjudice très faible	Incidence sur le rendement des programmes gouvernementaux	Incidence sur les résultats des programmes	Viabilité des programmes compromise	Viabilité des programmes essentiels compromise
T7	Préjudice causé à l'économie québécoise			Incidence sur le rendement de l'économie québécoise	Perte de compétitivité à l'échelle nationale et internationale	Secteurs économiques clés compromis
T8	Préjudice causé aux services rendus à la population	Aucun préjudice ou préjudice très faible	Incidence sur le rendement d'un service	Incidence sur les opérations d'autres organismes publics	Un ou plusieurs services indispensables à la population ne peuvent être rendus	
T9	Préjudice causé à la réputation du Québec	Aucun préjudice ou préjudice très faible	Perte de la confiance du public	Embarras (au Québec, à une autre province, au Canada ou à l'étranger)	Relations fédérales-provinciales compromises	Relations diplomatiques et internationales compromises
T10	Perte de l'autonomie du Québec			Entrave à l'établissement de politiques gouvernementales importantes	Entrave à l'application efficace de la loi, cessation des activités du gouvernement	Atteinte à la souveraineté canadienne

Présentation du modèle de classification

Sous-catégories d'appartenance

Sous-catégories d'appartenance		
Objectif de confidentialité		
Niveaux de préjudice	Catégories de données	
	Données protégées	Données classifiées
Très faible	Non classifié	
Faible	Protégé A	Diffusion restreinte
Modéré	Protégé B	Confidentiel
Élevé	Protégé C	Secret
Très élevé		Très secret

Objectif d'intégrité		
Niveaux de préjudice	Catégories de données	
	Données protégées	Données classifiées
Très faible	Très faible	Très faible
Faible	Faible	Faible
Modéré	Modéré	Modéré
Élevé	Élevé	Élevé
Très élevé	Très élevé	Très élevé

Objectif de disponibilité		
Niveaux de préjudice	Catégories de données	
	Données protégées	Données classifiées
Très faible	Très faible	Très faible
Faible	Faible	Faible
Modéré	Modéré	Modéré
Élevé	Élevé	Élevé
Très élevé	Très élevé	Très élevé

Les sous-catégories d'appartenance possibles sont réparties entre les deux catégories existantes et par objectif de sécurité, en fonction du niveau de préjudice applicable.

- **Confidentialité** : 8 sous-catégories
- **Intégrité** : 10 sous-catégories
- **Disponibilité** : 10 sous-catégories

Présentation du modèle de classification

Attribution d'un profil de mesures de sécurité

- Exemple no 1 : « Protégé A, Élevé, Faible » ou « PaEF » en abrégé
- Exemple no 2 : « Protégé A, Élevé, Modéré » ou « PaEM » en abrégé
- Exemple no 3 : « Protégé B, Modéré, Modéré » ou « PbMM » en abrégé
- Exemple no 4 : « Protégé B, Modéré, Faible » ou « PbMF » en abrégé
- Exemple no 5 : « Protégé C, Élevé, Faible » ou « PcEF » en abrégé
- Exemple no 6 : « Protégé C, Élevé, Élevé » ou « PcEE » en abrégé
- Exemple no 7 : « Non Classifié, Faible, Élevé » ou « NcFE » en abrégé
- Exemple no 8 : « Diffusion restreinte, Modéré, Faible » ou « DrMF » en abrégé
- Exemple no 9 : « Diffusion restreinte, Élevé, Modéré » ou « DrEM » en abrégé
- Exemple no 10 : « Confidentiel, Modéré, Faible » ou « CMF » en abrégé
- Exemple no 11 : « Confidentiel, Modéré, Élevé » ou « CME » en abrégé
- Exemple no 12 : « Secret, Élevé, Faible » ou « SEF » en abrégé

La dénomination d'un profil de mesures de sécurité se compose des trois dénominations des sous-catégories d'appartenance concernées, dans l'ordre suivant : « confidentialité, intégrité et disponibilité ».

Présentation du modèle de classification

Application d'un marquage à chaque donnée non structurée

Grille de concordance - confidentialité		
Niveaux de préjudice	Catégories de données	
	Données protégées	Données classifiées
Très faible	Non classifié	
Faible	Protégé A	Diffusion restreinte
Modéré	Protégé B	Confidentiel
Élevé	Protégé C	Secret
Très élevé		Très secret

Sous-catégories d'appartenance possibles pour les données non structurées

Présentation du modèle de classification

Tableau des données visées par une restriction au droit d'accès*

TABLEAU DES DONNÉES VISÉES PAR UNE RESTRICTION AU DROIT D'ACCÈS
Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1, « LAI »)

En vertu de la LAI			En vertu du Modèle de classification			Exemples
Catégorie de données	Types de données	Restriction facultative ou impérative	Catégorie d'appartenance	Confidentialité niveau MINIMAL	Confidentialité niveau MAXIMAL	
Renseignements ayant des incidences sur les relations intergouvernementales	Renseignement d'un autre gouvernement ou d'une organisation internationale (art. 18 LAI)	Facultative	Classifié	Faible	Élevé	Renseignements fournis par le gouvernement du Canada Renseignements obtenus de représentants d'un autre gouvernement inclus dans un rapport de mission Renseignements provenant de l'Agence du Revenu du Canada
	Renseignement dont la divulgation porterait vraisemblablement préjudice à la conduite des relations avec un autre gouvernement ou une organisation internationale (art. 19 LAI)	Facultative	Classifié	Faible	Élevé	Renseignements en lien avec une négociation avec un autre gouvernement (ex. : stratégie de négociation) Renseignements visés par un engagement de confidentialité envers un autre gouvernement

En vertu de la LAI			En vertu du Modèle de classification			Exemples
Catégorie de données	Types de données	Restriction facultative ou impérative	Catégorie d'appartenance	Confidentialité niveau MINIMAL	Confidentialité niveau MAXIMAL	
Renseignements personnels	Renseignements personnels à caractère public	Non applicable	Protégé	Très faible	Très faible	Nom et coordonnées des employés d'un organisme public Nom et adresse des titulaires de permis de transformation alimentaire Renseignement relatif à une transaction immobilière (registre foncier)
Renseignements personnels	Renseignements personnels, en règle générale (art. 53 LAI ou autres dispositions légales dans le cas d'un régime particulier) Renseignements personnels qui ne sont pas à caractère public	Impérative	Protégé	Faible	Modéré	Nom, adresse et numéro de téléphone d'un citoyen Salaire d'un employé Renseignements relatifs à la situation familiale (ex. : célibataire, mariée, séparée, etc.).
Renseignements personnels	Renseignements personnels sensibles	Impérative	Protégé	Modéré	Élevé ¹	Modéré : Renseignements médicaux et numéro d'assurance maladie Modéré : Renseignements financiers ou fiscaux (salaire, actif, passif, déclaration de revenus, etc.) Élevé : Renseignements en lien avec des enquêtes policières (ex. : délateurs, infiltrations policières, etc.).

¹ Dans certaines situations exceptionnelles, lorsqu'une compromission pourrait raisonnablement causer un préjudice très grave pour les personnes physiques, avec perte de la vie ou blessures très graves mettant la vie en danger, le niveau maximal peut être Élevé. À titre d'exemple, les données contenues dans un programme de protection des témoins auraient un niveau de confidentialité Élevé, compte tenu du danger imminent de perte de vie des témoins.

*Tableau conçu en collaboration avec le Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques, à l'accès à l'information et à la laïcité (SRIDAIL)

slido

Please download and install the Slido app on all computers you use



Sur un formulaire, vous remarquez le texte dans le rectangle rouge. Cela signifie qu'une fois rempli, le formulaire :

① Start presenting to display the poll results on this slide.

Rappel

LES FORMATS DE DONNÉES NUMÉRIQUES

- Données structurées (exemple : données stockées dans les bases de données des systèmes de mission des organismes publics)
- Données non structurées (exemple : documents générés par des outils bureautiques et des courriels)

LES CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES D'APPARTENANCE

- **Protégée** : données concernant des personnes physiques, des entreprises et d'autres entités (excluant les données touchant l'État)
Sous-catégories : Non classifié, Protégé A, Protégé B, Protégé C
- **Classifiée** : données reliées aux intérêts de l'État
Sous-catégories : Non classifié, Diffusion restreinte, Confidentiel, Secret, Très secret

LES OBJECTIFS DE SÉCURITÉ

- Confidentialité, intégrité et disponibilité

LES PROFILS DE MESURES DE SÉCURITÉ ET MARQUAGE

- Attribution d'un profil de mesures de sécurité à chaque donnée structurée
- Application d'un marquage à chaque donnée non structurée

LES PARTIES CONCERNÉES PAR LES PRÉJUDICES

- Personnes physiques, entreprises et autres entités et l'État

slido

Please download and install the Slido app on all computers you use



Vous devez produire une nouvelle stratégie de recrutement et de rétention du personnel. Cette stratégie définit des objectifs et des cibles à atteindre par votre direction des ressources humaines. Quel sera le marquage du document?

① Start presenting to display the poll results on this slide.



Guide d'accompagnement du modèle

Guide d'accompagnement du modèle

Présentation



Ce guide s'adresse à tous les intervenants de la classification de sécurité de l'information. Il complète l'arrêté ministériel du modèle de classification des données numériques gouvernementales avec des explications additionnelles, des exemples et des astuces.

À noter : les explications et les exemples déjà inclus dans l'arrêté ministériel ne sont pas répétés. Il est donc essentiel de consulter l'arrêté ministériel au préalable pour tirer pleinement profit de ce guide.

Guide d'accompagnement du modèle

Actualisation des analyses des préjudices du PCCTI

- **Option 1** : convertir les analyses des préjudices des systèmes dont l'analyse des préjudices PCCTI est terminée. Par « conversion », on fait référence à la possibilité de convertir le profil retenu lors de l'analyse des préjudices du PCCTI en un profil prédéfini jugé équivalent dans le modèle de classification.
 - Procure une économie de temps et d'efforts.

Niveau de préjudice	Profils du PCCTI	Profils du modèle de classification	
		Protégé	Classifié
Très faible/ Faible	Profil A	PaFF	DrFF
Modéré	Profil B	PbMM	CMM
Élevé / Très élevé	Profil C	PcEE	SEE

Guide d'accompagnement du modèle

Actualisation des analyses des préjudices du PCCTI

- **Option 2** : réviser les analyses des préjudices des systèmes dont l'analyse des préjudices PCCTI est terminée. Par « révision », on entend la possibilité de réviser le profil obtenu lors de l'analyse de préjudices du PCCTI en un profil dont au moins un des objectifs de sécurité comporte un même niveau de préjudice selon le modèle de classification.
- Permet de définir les profils plus précisément selon les niveaux de préjudices retenus pour chacun des objectifs de sécurité.
- N'est pas possible si les informations du PCCTI sont incorrectes, incomplètes ou inexactes. Dans ce cas, une analyse complète du système devra être réalisée.

Profils PCCTI	Profils comparables du modèle de classification	
	Protégé	Classifié
Profil A (Les objectifs de sécurité ne dépassent pas le niveau Faible)	NcFF	
	PaFF	DrFF
Profil B (Les objectifs de sécurité ne dépassent pas le niveau Modéré)	NcFM, NcMF, NcMM	
	PaFM, PaMF, PaMM	DrFM, DrMF, DrMM
	PbFF, PbFM, PbMF, PbMM	CFF, CFM, CMF, CMM
Profil C (Au moins un des objectifs de sécurité a atteint le niveau Élevé)	NcFE, NcME, NcEF, NcEM, NcEE	
	PaFE, PaME, PaEF, PaEM, PaEE	DrFE, DrME, DrEF, DrEM, DrEE
	PbFE, PbME, PbEF, PbEM, PbEE	CFE, CME, CEF, CEM, CEE
	PcFF, PcFM, PcFE, PcMF, PcMM, PcME, PcEF, PcEM, PcEE	SFF, SFM, SFE, SMF, SMM, SME, SEF, SEM, SEE

Guide d'accompagnement du modèle

Actualisation des analyses des préjudices du PCCTI

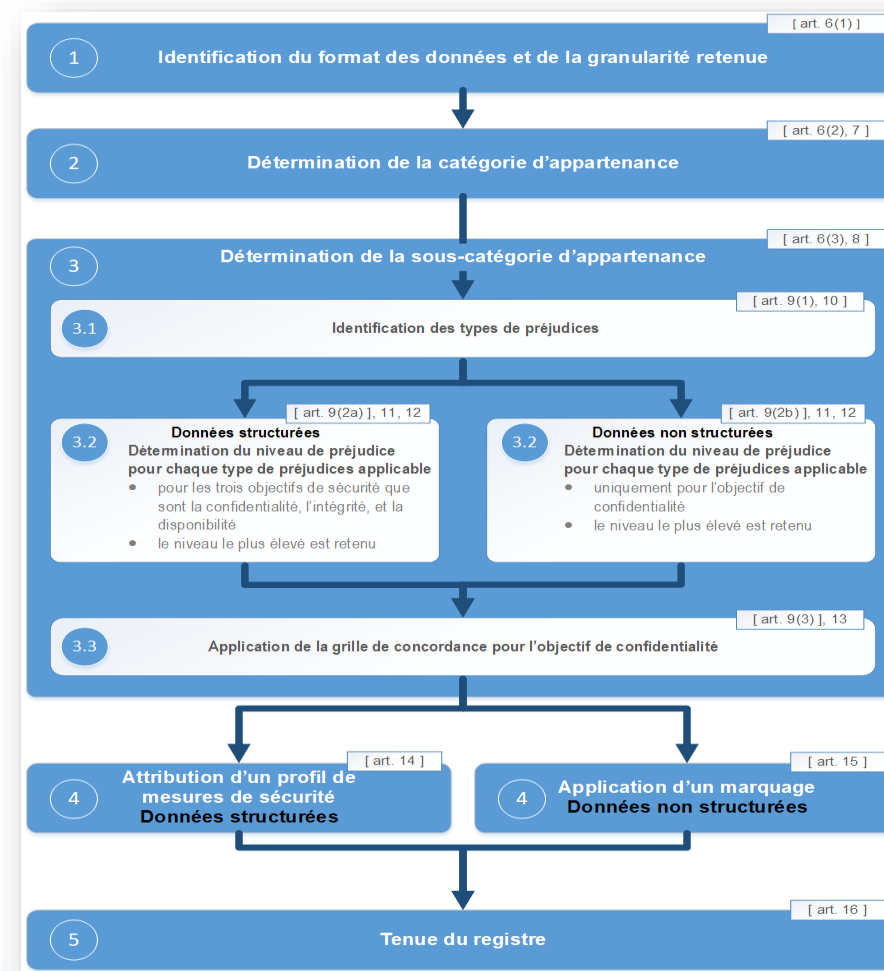
- **Pour les options 1 et 2 :**

- Il s'agit d'étapes intermédiaires permettant de s'adapter rapidement au modèle de classification.
- Elles devront être suivies ultérieurement, au terme d'une analyse complète, afin qu'elles soient parfaitement conformes au modèle de classification.

Guide d'accompagnement du modèle

Actualisation des analyses des préjudices du PCCTI

- **Pour l'option 3** : faire une analyse complète des systèmes n'ayant pas été analysés. Il s'agit de procéder à une analyse en respectant toutes les étapes du modèle de classification.





Inventaire de données numériques gouvernementales

Inventaire des données numériques gouvernementales

- Repose sur une **démarche intégrée** d'inventaire et de classification des données numériques gouvernementales.
- Permet la classification des données au fur et à mesure de la réalisation de la démarche intégrée.

À terme, toutes les données auront été classifiées selon le modèle de classification.

Inventaire des données numériques gouvernementales

Référentiel de l'information gouvernementale (RIG)*

- Outil gouvernemental pour documenter l'inventaire et la classification de sécurité des données des organismes publics (OP).
- Association avec les données des systèmes documentés à l'État de santé des actifs en ressources informationnelles (ÉSARI).
- Capacité d'importation et de conversion des analyses des préjudices du PCCTI.



À noter que vous ne pouvez pas importer les justifications que vous avez inscrites dans vos fiches d'analyse. Le système de revue diligente ne le permet pas. C'est pourquoi nous vous recommandons de conserver vos fiches d'analyse. Il vous appartient de les ajouter manuellement dans le RIG.



Soutien et accompagnement

Soutien et accompagnement

Liste des documents

Modèle de classification	Public cible	Description
Arrêté ministériel 2024-05 du modèle de classification des données numériques gouvernementales	Dirigeants d'organismes, chefs de la sécurité de l'information gouvernementale, intervenants de la classification de sécurité des données numériques gouvernementales*	Le document présente les dispositions du modèle de classification en regard de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement. Il présente également en détail la démarche de classification de sécurité.
Guide d'accompagnement (PFC : LIBRE)	Intervenants de la classification de sécurité des données numériques gouvernementales*	Le guide complète l'arrêté ministériel du modèle de classification des données numériques gouvernementales par des explications additionnelles, des exemples et des astuces.
Tableau des données visées par une restriction au droit d'accès (PFC : LIBRE)	Intervenants de la classification de sécurité des données numériques gouvernementales*	Le tableau est un outil dont l'objectif est d'aider à classer des données qui sont soumises à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.
Capsule d'information sur le modèle de classification (à venir) (PFC : LIBRE)	Personnel des organismes publics	La capsule annonce l'entrée en vigueur du modèle de classification, sa raison d'être et les changements qui en découlent. Elle vise à susciter l'intérêt et amorcer une mobilisation du personnel.
À VENIR : Webinaire sur le Modèle de classification de sécurité des données numériques gouvernementales (PFC : LIBRE)	Intervenants de la classification de sécurité des données numériques gouvernementales*	La présentation aborde les nouvelles orientations concernant la classification de sécurité des données numériques gouvernementales, soit celles prévues au modèle, les outils offerts, l'organisation du soutien ainsi que les arrimages avec certaines grandes initiatives en cours dans les organismes publics.

*Chargé de projet, conseiller en sécurité de l'information, détenteur ou propriétaire des données, responsable de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels, gestion documentaire et autres.

Soutien et accompagnement

Liste des documents

Données structurées	Public cible	Description
Aide à la tâche : Grille d'analyse (PFC : VERT)	Conseillers en sécurité de l'information qui soutiennent les intervenants de la classification de sécurité dans l'application du modèle de classification de sécurité*	La grille d'analyse permet de documenter sommairement les données à classer, d'en faire l'analyse des préjudices et d'en déterminer le profil de mesures de sécurité.
Outils d'inventaire des données numériques gouvernementales (Référentiel de l'information gouvernementale [RIG] ¹) ¹ Disponible seulement pour les organismes connectés au RITM	Conseillers en sécurité de l'information	L'outil (Référentiel de l'information gouvernementale [RIG]) est offert aux organismes publics qui réalisent l'inventaire des données numériques gouvernementales. Il intègre l'inventaire et la classification de sécurité des données.
Guide d'utilisation du référentiel de l'information gouvernementale (équipe Teams MCN-Inventaire-classification)	Conseillers en sécurité de l'information	Le guide décrit de façon détaillée les étapes pour importer les analyses de préjudices effectuées dans le cadre du PCCTI.

*Chargé de projet, conseiller en sécurité de l'information, détenteur ou propriétaire des données, responsable de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels, gestion documentaire et autres.

Soutien et accompagnement

Liste des documents

Données non structurées	Public cible	Description
Aides à la tâche : Description des étiquettes – Format texte (PFC : LIBRE)	Personnel des organismes publics	Le document décrit les étiquettes en format texte. Il présente une brève description de l'étiquette ainsi que des exemples.
À VENIR : aide à la tâche : Outil d'aide au marquage (PFC : LIBRE)	Personnel des organismes publics	Le document présente les trois étapes du marquage des données non structurées ainsi que des exemples : <ol style="list-style-type: none">1. Catégorie2. Préjudices3. Étiquette
Élaboration d'une stratégie de déploiement de marquage (PFC : LIBRE)	Tous les intervenants impliqués dans le déploiement du marquage des données non structurées et plus particulièrement les gestionnaires et chargés de projet responsables	Le document propose une approche permettant de définir une stratégie de déploiement pour le marquage des données non structurées.
Configurations minimales pour le marquage dans l'environnement Microsoft 365 (PFC : VERT)	Équipes responsables de la gestion et de la sécurité des environnements M365	Le document détaille les configurations techniques à appliquer dans l'environnement Microsoft M365 pour le marquage des données non structurées.
À VENIR : formation « Le marquage des données numériques gouvernementales » (PFC : LIBRE)	Personnel des organismes publics	La formation vise à transmettre au personnel les connaissances requises pour marquer les données non structurées comme prévu au Modèle de classification de sécurité.
À VENIR : webinaire intitulé Configurations de Microsoft Purview pour le marquage des données numériques gouvernementales (PFC : VERT)	Responsables de l'administration et de la sécurité des environnements Microsoft 365 (Purview)	Le webinaire vise à présenter les configurations Microsoft Purview pour le marquage des données non structurées, y compris les prérequis et préparatifs essentiels au déploiement de celles-ci.

Soutien et accompagnement

Des questions portant sur l'application du modèle?

- Vous êtes invités à consulter le représentant désigné pour votre organisation. Si vous ne connaissez pas le vôtre, allez à la rubrique « Des questions? », disponible sur la page Web [Classification de sécurité des données numériques gouvernementales](#), pour consulter la liste.



Calendrier de déploiement du modèle

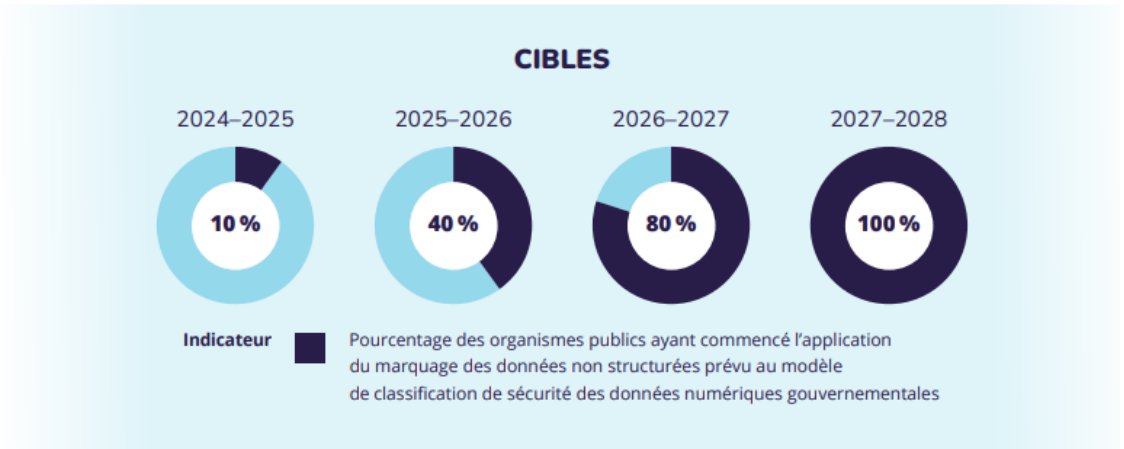
Calendrier de déploiement du modèle

- Arrêté ministériel 2024-05 :
 - Article 18. Un organisme public peut, à compter de la date d'entrée en vigueur du présent modèle, échelonner la mise en œuvre des dispositions de celui-ci, dans le respect de l'échéancier suivant :
 - 1° le 31 décembre 2025, étant la date maximale à laquelle chaque organisme public doit, au regard de ses données structurées, avoir complété la classification de celles-ci conformément au présent modèle;
 - 2° le 31 mars 2028, étant la date maximale à laquelle chaque organisme public doit, au regard de ses données non structurées, **avoir commencé** l'application du marquage, dans le respect de la séquence de déploiement, par organisme public ou par groupe d'organismes publics, à être élaborée par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique en lien avec les cibles prévues à la Stratégie gouvernementale de cybersécurité et du numérique 2024-2028.
 - Par « avoir commencé », on entend :
 - qu'un sous-ensemble ou l'ensemble du personnel ait commencé le marquage;
 - que le marquage soit appliqué sur un sous-ensemble ou sur l'ensemble des événements suivants :
 - transmission d'un courriel;
 - création d'un nouveau document;
 - mise à jour ou réouverture d'un document créé antérieurement.

Calendrier de déploiement du modèle

Classification des données non structurées

- Échéance : 31 mars 2028
- Cibles définies dans la [Stratégie gouvernementale de cybersécurité et du numérique 2024-2028 \(SGCN\)](#)
- Pourcentage des organismes publics ayant commencé l'application du marquage des données non structurées prévu au modèle de classification de sécurité des données numériques gouvernementales.
- Dans le respect de la séquence de déploiement à être élaborée par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique.



Calendrier de déploiement du modèle

Webinaire – Configurations Microsoft Purview

Le webinaire vise à présenter les configurations Microsoft Purview pour le marquage des données non structurées, y compris les prérequis et préparatifs essentiels au déploiement de celles-ci.

Sujets à l'ordre du jour :

- Guide des **configurations minimales pour le marquage dans l'environnement Microsoft M365**;
- Organisation du soutien;
- Réponses aux questions soulevées par la présentation.

Public cible :

- Responsables de l'administration et de la sécurité des environnements Microsoft 365 (Purview);
- Chargés de projet;
- Conseillers en sécurité / Conseillers en cyberdéfense.

Calendrier de déploiement du modèle

Reddition de comptes

- Prochaine reddition de comptes :
 - Lancement à la mi-mars;
 - Portrait au 30 avril 2025.
- Les questions porteront sur :
 - l'application du modèle pour les données structurées;
 - le suivi des cibles de la SGCN pour les données non structurées.



Nous vous suggérons fortement l'utilisation du Référentiel de l'information gouvernementale (RIG) pour inscrire/convertir vos systèmes d'information. Cet outil nous permettra d'obtenir automatiquement des statistiques sur l'état d'avancement de l'application du modèle.



Période de questions

MERCI!